

---

# CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

---

sur la théorie politique

## Entre dynamisme éditorial et fragilité institutionnelle

Différentes mobilisations récentes de chercheuses et chercheurs attirent l'attention sur plusieurs domaines menacés de la science politique : l'histoire sociale des idées, au premier chef, ferait les frais d'une récente réduction des lieux et postes institutionnels pérennes. Après avoir bataillé longuement pour faire reconnaître son intérêt et ses potentialités, ils craignaient que les succès réels mais fragiles engrangés dans ce champ ne soient menacés par une réduction drastique des financements et un manque de renouvellement des postes. Or c'est *l'ensemble* de la théorie politique qui partage probablement cette situation en France, alors qu'elle bénéficie d'un socle de financement plus solide dans le monde anglo-saxon. La théorie politique est reconnue pour la qualité de sa recherche mais peu soutenue institutionnellement dans l'Hexagone. Son développement repose sur une assise précaire alors même que l'actualité éditoriale du champ témoigne non sans ironie d'un regain d'intérêt pour des questions gravitant autour de ses objets privilégiés, tels que la justice, les fondements normatifs de la communauté, la critique du pouvoir et des idéologies. Cette chronique bibliographique reflète la grande vitalité du champ : outre le compte rendu de l'ouvrage d'Adrian Blau qui s'attelle à la question des méthodes en théorie politique analytique et en interroge la portée normative, les recensions et lectures critiques qui suivent laissent entrevoir quelques grandes orientations de la théorie politique. Sans prétendre à une totale représentativité, la collection d'ouvrages présentés peut néanmoins signaler certaines tendances et témoigner de son dynamisme.

Plusieurs études sont par exemple consacrées aux droits, depuis les droits naturels dans la pensée des Pères fondateurs étasuniens (Thomas G. West) jusqu'aux limites du discours enchanté sur les droits de l'homme dans la théorie des relations internationales (Adam Etinson). Leur rôle dans la légitimation du pouvoir est abordé à de multiples reprises, qu'il s'agisse de placer les droits à l'origine de la justification des ordres normatifs (Rainer Forst) ou de faire voir, en creux, les limites d'un gouvernement de crise qui, au nom de l'antiterrorisme, les met systématiquement en danger (Pierre Auriel, Olivier Beaud et Carl Wellman). Cette analyse d'inspiration libérale trouve son prolongement dans deux études consacrées à la justification de la politique étrangère des États, de l'interventionnisme dans la pensée libérale classique (Aurélien Knüfer) à l'examen de la souveraineté des États sur leur territoire et leurs ressources (A. John Simmons), rarement contestée. Dans une veine critique vis-à-vis de la tradition libérale, plusieurs recensions font état de la vitalité des questionnements sur le pouvoir : dans ses rapports aux droits, il est au cœur d'une étude de Christian Laval qui tente de saisir la nature du néolibéralisme à partir d'une analyse de ses modes d'exercice chez Michel Foucault et Pierre Bourdieu, alors que deux essais cherchent à dépasser les

pouvoirs du capitalisme par des voies émancipatrices – ou tout au moins à les subvertir. Avec la notion d'« utopie réelle », le regretté Erik Olin Wright tente d'élaborer une théorie de la transformation et de la justice sociales qui fasse fond sur des pratiques et des dispositifs qui ont fait leur preuve comme solutions alternatives au capitalisme, alors qu'Elsa Dorlin met au jour, dans sa philosophie de l'autodéfense, une constellation cachée des pratiques de résistance minoritaires.

Notons également l'ambition, dans un autre ensemble d'ouvrages recensés, de faire le point sur les grands axes qui ont structuré le débat dans la philosophie politique normative contemporaine, en particulier dans le monde anglo-saxon : un recueil de textes sur les théories de la justice par Samuel Freeman, l'un des meilleurs spécialistes de John Rawls, et des synthèses sur les philosophies du multiculturalisme (par Paul May) ou de la démocratie épistémique par leurs représentants les plus éminents, Robert E. Goodin et Kai Spiekermann. En offrant une présentation de ces débats parfois encore méconnus du public francophone, ces livres sont précieux pour la théorie politique, comme l'est le travail d'édition et de commentaire sur l'œuvre de grandes figures comme Thomas Hobbes, Georg Wilhelm Friedrich Hegel, Karl Marx ou John Dewey, dont font état plusieurs comptes rendus.

Alors que cet ancrage dans l'histoire des idées pourrait donner le sentiment d'un rapport ténu de la théorie politique à l'engagement politique proprement dit, relevons néanmoins la recension de trois ouvrages qui l'installe résolument dans l'actualité politique brûlante : le divorce entre démocratie et libéralisme qui caractériserait, selon Yascha Mounk, le populisme contemporain, l'examen par Samuel Scheffler de nos devoirs envers les générations futures ou encore la politique de l'événement qui supprime celle de la règle au gré des crises que connaît l'Union européenne, et la contraint à sortir de son cadre juridique pour « improviser », selon le cadrage théorique de Luuk van Middelaar. Indiquons enfin que deux ouvrages passés en revue entendent « désagréger » ou « désencombrer » la religion : envisager, suivant Cécile Laborde, ce que serait une attitude juste de l'État à l'égard de la pluralité religieuse ou, depuis un tout autre point de vue, celui du dogme lui-même embrassé par Rémi Brague, réexaminer la place singulière du christianisme dans cette pluralité.

**Martin Deleixhe** –

Université Paris I Panthéon-Sorbonne, NoSoPhi

**Cécile Lavergne** –

Université de Lille, STL

**Rui Miguel Pereira** –

CESPRA, EHESS, Sciences Po Paris

**Mathilde Unger** –

Université de Strasbourg, CEIE